

Serge Proulx

Professeur. École des médias. Université du Québec à Montréal.
Professeur associé. Télécom ParisTech.

La critique des technologies de l'information et de la communication à l'épreuve des mutations du capitalisme contemporain

Attention, il s'agit d'un document de travail. Veuillez citer et vous référer à la version définitive :

« La critique des technologies de l'information et de la communication à l'épreuve des mutations du capitalisme contemporain » in Oumar Kane et Éric George, dir., *Où [en] est la critique en communication?*, Actes du colloque international, Gricis, Montréal, 2013, p. 269-281.

Ce texte a été mis en ligne afin que les usagers du site Internet puissent avoir accès aux travaux de Serge Proulx. Les droits d'auteur des documents du site Internet [sergeproulx.info](http://www.sergeproulx.info) demeurent aux auteurs des textes et/ou aux détenteurs des droits. Les usagers peuvent télécharger et/ou imprimer une copie de n'importe quel texte présent sur [sergeproulx.info](http://www.sergeproulx.info) pour leur étude personnelle et non-marchande. Vous ne pouvez en aucun cas distribuer ce document ou l'utiliser à des fins lucratives. Vous êtes cependant invités à diriger les visiteurs vers [sergeproulx.info](http://www.sergeproulx.info) pour qu'ils accèdent aux textes.

Document téléchargé depuis <http://www.sergeproulx.info>

Tous droits réservés © 2014 Serge Proulx

La critique des technologies de l'information et de la communication à l'épreuve des mutations du capitalisme contemporain

Serge Proulx,
Université du Québec à Montréal / Télécom ParisTech

« Une authentique économie de la connaissance serait un communisme de la connaissance, dans lequel les relations d'échange et les relations monétaires seraient superflues. »
(André Gorz, 2004)

Le capitalisme se transforme en permanence : il a réussi jusqu'ici à s'adapter et à « dépasser » toutes ses crises. À la fin du 20^e siècle, il est même arrivé à récupérer la critique sociale de l'aliénation de manière à installer la figure d'un « sujet émancipé » au cœur de son dispositif managérial (Boltanski & Chiapello, 1999, p. 521-528). Le défi de toute perspective critique à l'égard de ce système économique et social est de savoir se transformer de manière stratégique en adaptant son appareillage conceptuel pour pouvoir interpréter correctement ces mutations successives du capitalisme. Et cela, sans renier son engagement envers l'orientation émancipatrice de tout travail critique. Les réflexions présentées ici s'inscrivent dans un programme de recherche théorique plus vaste destiné à caractériser les transformations de la pensée critique en communication au prisme des mutations du capitalisme contemporain.

En contexte de financiarisation accélérée de l'économie globalisée – aujourd'hui en crise sévère – les technologies de l'information et de la communication (TIC) demeurent un vecteur important des transformations du mode de production. Inspiré d'un travail de F. Gollain (2010), je voudrais interpellier ici la critique politique de ces technologies à partir de deux types d'analyse contemporaine des transformations du capitalisme qui sont par certains aspects convergents, et par d'autres, divergents. D'une part, les travaux de Negri (1996) et Moulier Boutang (2007) exprimés par la thèse de l'entrée dans une époque nouvelle qu'ils appellent *capitalisme cognitif*. D'autre part, les analyses de Gorz (1997, 2003) ayant intégré, à travers sa critique des conditions du travail humain, les possibilités paradoxales ouvertes par la mobilisation capitaliste d'un *travail immatériel*, processus consistant à mettre l'expression créative et la « production de soi » du travailleur au service de la nouvelle économie.

Les TIC, vecteur d'une économie de la connaissance

Ces analyses affirment le fait d'une transformation significative du processus de création de la valeur économique dans un régime capitaliste *informatisé*. Alors que dans le capitalisme industriel, la source première de création de la valeur était la force physique des travailleurs prolongée et démultipliée par les machines énergétiques, dans la phase contemporaine *postfordiste*, ce sont des aspects

« immatériels » de la force de travail qui sont davantage mobilisés et prolongés dans les machines informationnelles. Les moyens de production seraient contenus dans la capacité créatrice des travailleurs. À la fin de sa vie (2007), André Gorz avait pris ses distances d'avec les théoriciens du capitalisme cognitif: plutôt que de ne penser qu'en termes de *transformation* du mode de production, il proposa plus radicalement de penser une *sortie* du capitalisme s'ouvrant vers une *utopie post-marchande*. Gorz invite à imaginer une nouvelle société dont les rapports sociaux se construiraient en dehors des lois du marché.

Depuis 1980, je me suis intéressé au rôle des TIC dans les transformations du tissu organisationnel des sociétés. Nous pourrions définir les TIC comme des « technologies génériques » (*General Purpose Technology* – GPT) au sens où ces technologies informationnelles peuvent faire naître des applications et des services dans *tous* les secteurs de l'économie (primaire, secondaire, tertiaire). Elles apparaissent également aptes – en particulier à travers leur dimension logicielle – à s'hybrider à d'autres technologies pour produire un ensemble d'applications innovantes. La convergence inaugurée pendant la décennie 1970 entre les industries de l'informatique (traitement des signaux) et des télécommunications (transport des signaux) a constitué l'illustration spectaculaire – s'appuyant sur la numérisation des signaux électroniques – de ces potentialités exceptionnelles d'hybridation technologique et économique dans l'organisation sociale de la production (Breton & Proulx, 2012). Dès les analyses économiques quantitatives pionnières de F. Machlup (1962) – puis celles de M. Porat (1977) – visant à mesurer l'émergence d'un nouveau secteur industriel (« informationnel » et « cognitif ») dans l'économie, les TIC sont apparues aux yeux de nombreux analystes comme pouvant constituer un catalyseur important dans les transformations du capitalisme contemporain.

En 1984, j'ai dirigé un numéro de la revue *Sociologie et sociétés* sur le thème des mutations associées à la présence des technologies informationnelles dans le tissu social (Proulx, 1984). À l'époque, j'avais utilisé l'expression « informatisation de la société » pour décrire ces phénomènes d'insertion technologique dans le tissu organisationnel des sociétés, expression qui a choqué Bernard Miège car ce terme était directement issu du rapport que rédigèrent Simon Nora et Alain Minc en 1978 pour le compte de la présidence française. Il y aurait, selon lui, un risque idéologique à ce que l'observateur critique utilisant ce vocabulaire tiré du rapport « technocratique » de Nora et Minc ne soit pas en mesure d'acquiescer la distanciation suffisante pour procéder à un véritable travail critique. J'ai longtemps utilisé ce vocabulaire parce que cette expression linguistique traduisait bien, selon moi, les phénomènes que j'observais et qui étaient liés à des actions dynamiques de l'information et de l'informatique dans la transformation du tissu organisationnel. Depuis 1984, d'autres expressions ou métaphores ont été utilisées – notamment celle d'*informationnalisme*, concept proposé en 1996 par Manuel Castells (1998) – pour décrire ces transformations résultant de nouveaux couplages et triangulations entre économie, culture et technologie.

Dans le présent chapitre – et sans en faire l'apologie – je voudrais mettre l'accent sur deux types de lecture des mutations du capitalisme contemporain. D'une part, la lecture des transformations du régime de valeur et du système d'accumulation en termes de « capitalisme cognitif » :

« La thèse de l'entrée dans une époque nouvelle baptisée capitalisme cognitif part de l'idée qu'un type d'accumulation tend à occuper une place centrale dans la dynamique de la société : l'accumulation de la connaissance et de la créativité. La connaissance et l'information constituent la source principale de la productivité. Cette orientation vient se substituer à celle qui prévaut durant la période du capitalisme industriel et qui privilégie les investissements en machines et en organisation du travail. Mais l'entreprise n'est pas seule à produire, gérer ou exploiter la connaissance. C'est un processus nécessairement collectif. Si bien que dans un système reposant sur une économie décentralisée et privée, la question de l'appropriation des connaissances est centrale. Pour la thèse du capitalisme cognitif l'enjeu se situe d'abord au niveau du contrôle et de la captation de certains effets d'un nouveau type d'accumulation portant essentiellement sur la connaissance et une certaine créativité. » (Paulré, 2009, p. 15-16)

D'autre part, la lecture que propose André Gorz (1923-2007), en particulier dans deux ouvrages : *Misères du présent, richesse du possible* (1997) et *L'immatériel* (2003). Marquée initialement par la phénoménologie et l'existentialisme, la trajectoire intellectuelle de Gorz s'est ensuite attardée à une critique postmarxiste de la division capitaliste du travail. Puis, alors que sa pensée avait été surtout orientée vers l'idée d'une libération des sujets humains *par et dans le travail*, les travaux de la dernière décennie de sa démarche ont basculé et se sont au contraire axés autour d'une finalité de libération des sujets humains *hors du travail* dans un projet de « société du temps libéré », nouveau lieu privilégié de sa quête du sens des métamorphoses profondes du travail humain opérées depuis la décennie 1980. Tôt ou tard, la réalisation effective de ce projet de « société du temps libéré » supposera, selon lui, une médiation par le politique :

« Pour continuer d'avancer, on ne pourra se passer indéfiniment d'une médiation politique, c'est-à-dire d'un projet qui lie dans une perspective commune la diversité des aspirations, des niveaux d'expérience, des formes alternatives de socialité, de coopération qui, par elles-mêmes, ne sont pas capables de communiquer directement entre elles. » (Gorz, 2007, p. 1)

Les vagues successives d'automatisation industrielle ont entraîné une réduction importante de la part du travail humain dans les activités productives des entreprises. Gorz suggère – contrairement au patronat qui souhaite que ce soit là un moyen d'accroître la productivité des gens en utilisant ce temps libéré pour acquérir une formation continue ciblée et instrumentalisée au service de la firme – que cette situation puisse amener non seulement une réduction progressive du temps de travail mais également le dégagement de temps disponible pour le plein développement des capacités des sujets humains, notamment la « capacité de jouissance » et « l'aptitude au loisir ». De manière à pouvoir contrer le fait que le loisir soit lui-même devenu objet d'un échange marchand, il apparaît nécessaire que le développement de la puissance créatrice des intelligences humaines connectées soit mis au service « des énergies du désir et de la vie » plutôt que soumis aux diktats de la compétitivité et de la marchandisation comme le voudraient l'État et le patronat (Gorz, 2007).

C'est dans ce contexte de réflexion que Gorz sera amené à proposer l'instauration d'un « revenu de citoyenneté » consistant à assurer à chaque citoyen un revenu minimum garanti indépendant de la quantité de travail qu'il peut fournir dans la production économique. Cette proposition politiquement centrale d'instauration du « revenu de citoyenneté » pose problème quant au rapport à l'État. Cette perspective semble en effet se rapprocher d'une philosophie politique anarchiste dans la mesure où son postulat implicite est que la liberté des individus ne pourrait être assurée qu'en restant à l'abri des interventions étatiques. Postulat paradoxal dans la mesure où l'administration de ce « revenu de citoyenneté » ne pourrait être assurée que par l'intermédiaire de l'État.

Le travail immatériel, un savoir vivant collectif mobilisé par le Capital

Dans le cadre de sa réflexion approfondie sur les métamorphoses du travail humain, André Gorz en vint à considérer que le savoir vivant dont font montre collectivement les sujets humains dans l'organisation actuelle du travail constitue une forme d'intelligence en réseau qui devient une force névralgique dans le capitalisme contemporain. Autant que celles de Gorz, les perspectives d'analyse d'une économie de la connaissance mettent de l'avant la notion de *travail immatériel*. L'émergence de cette catégorie se retrouve en écho des transformations structurelles qui marquent, depuis la décennie 1980, une transition – non encore complètement réalisée – vers une phase nouvelle du mode de production postindustrielle.

Quatre dimensions principales caractérisent cette phase de transit informationnel de l'économie postindustrielle. Premièrement, la pénétration massive des TIC – de plus en plus mobiles, miniaturisées et numériques – dans l'organisation des entreprises. Deuxièmement, le réaménagement en profondeur de l'organisation du travail à travers une intériorisation de la logique postfordiste où les pôles de la conception, de l'exécution et de la distribution se connectent en temps réel.

Troisièmement, l'emprise d'un capitalisme financier fondé sur la spéculation plutôt que sur la production de biens matériels. Le développement de ce mode de création de profits apparaît catalysé par un ensemble d'infrastructures informationnelles de transmission transfrontières de données financières qui constituait jusque-là l'épine dorsale de l'économie globalisée. Il s'ajoute dorénavant, du fait de l'accélération des transactions boursières engendrée par l'action de « robots traders » opérant avec des algorithmes extrêmement performants, une nouvelle automatisation des activités des marchés de l'argent. Ces opérations financières à haute fréquence (*high frequency speed trading*) conduisent à la génération quasi instantanée de profits (ou de pertes) gigantesques. Cette modélisation mathématique des transactions combinée à l'accélération des opérations donnent lieu à de nouvelles pratiques moralement aberrantes, par exemple : la pratique de « saturation » consistant à immobiliser cognitivement l'adversaire financier au moyen de rafales d'ordres (1000 ordres par seconde) ou la pratique du « brouillage », stratégie financière dite « sale » consistant à induire les adversaires en erreur (exemple : faire semblant d'acheter alors que l'agent vend des titres). Or, ces pratiques illégales de plus en plus courantes sur les marchés financiers – mais difficilement repérables – n'entraînent aujourd'hui à l'égard des délinquants, que des sanctions dérisoires de la part des autorités de régulation, du fait d'un cadre juridique inadapté aux changements

technologiques. Cette emprise du capitalisme financier entraîne la multiplication des délocalisations d'usines (*outsourcing*) vers l'Asie, l'Europe de l'Est et l'Afrique du Nord, de même que le développement du *webshoring*, phénomène aujourd'hui emblématique du *business model* caractérisant le web social. Ce modèle d'affaires se fonde principalement sur la captation et la monétisation du travail gratuit et invisible des utilisateurs d'Internet (Proulx, 2012).

Dernière entrée pour saisir les transformations structurelles du mode de production : l'émergence d'industries fondées sur la propriété du code (Aigrain, 2005). Le contrôle et la propriété intellectuelle du code informatique et des logiciels apparaissent aujourd'hui stratégiques du point de vue organisationnel – pensons simplement au pouvoir envahissant des Directions des systèmes informatiques (DSI) dans les organisations – autant qu'industriellement névralgiques.

Revenons à la notion de « travail immatériel ». Cette catégorie suppose la mobilisation capitaliste du travail de « production de soi » du travailleur. Ce dernier s'autoproduit en effet comme être vivant : il déploie – dans son travail mais aussi hors de l'entreprise – ses capacités créatrices, ses compétences à penser comme être autonome, à communiquer avec autrui, ses capacités à coordonner ses activités avec ses pairs et possiblement, dans un cadre organisationnel hiérarchique. Plusieurs analystes ont proposé le qualificatif d'« immatériel » pour décrire cette contribution du travail de « production de soi », expression qui peut heurter certains esprits marqués par le matérialisme, j'en conviens, mais peut-être surtout parce qu'ils connaissent mal ce que cette notion signifie. Pour résumer : alors que dans le capitalisme industriel, la source première de création de la valeur économique était la force physique des travailleurs, dans la nouvelle économie cognitive, ce sont les aspects cognitifs, affectifs, immatériels du travail humain qui constituent cette source première. Le « nouvel esprit du capitalisme » demande au travailleur d'être inventif, créatif, imaginatif, de savoir communiquer et coopérer avec ses collaborateurs, de savoir fonctionner efficacement dans un collectif, de pouvoir collecter, analyser et synthétiser des corpus de données complexes, ce qui renvoie aux problématiques de l'économie des industries dites « créatives ». Les travailleurs postfordistes – qui opèrent le plus souvent « en réseau » et « par projet » (Boltanski & Chiapello, 1999) – sont ainsi appelés à mettre la totalité de « leur personne » au service de l'entreprise : leur implication subjective – leur capacité à s'autonomiser et à s'autogérer – peut alors être captée et mise au service du Capital. La captation de cette « production de soi » apparaît au fondement des sciences contemporaines du management, ce dernier n'étant rien d'autre qu'une machine à rendre les individus « opérationnels », à les considérer strictement en tant que capital humain (Petitet, 2008).

Gorz insiste pour montrer que cette « production de soi » est d'abord circonscrite par le cadre utilitariste de la firme : s'il veut dépasser ce carcan organisationnel réifiant, le sujet s'avère contraint de construire son autonomie à travers un processus de subversion à l'égard du diktat aliénant de l'entreprise. Negri, en prolongeant une analyse de Marx tirée des *Grundrisse* (1857-1858), anticipant le rôle névralgique de la connaissance comme force productive dans le développement du capitalisme, dépeint la « mobilisation paradoxale » de la subjectivité autonome du travailleur (voir, pour une extension de cette idée dans le contexte d'Internet : Proulx et al., 2011):

« (...) Créer de la valeur, aujourd'hui, c'est mettre en réseau les subjectivités et capter, détourner, s'approprier ce qu'elles font de ce commun qu'elles inaugurent. Le capitalisme a aujourd'hui besoin des subjectivités, il en est dépendant. Il se retrouve donc enchaîné à ce qui, paradoxalement, le mine : parce que la résistance, l'affirmation de la liberté intransitive des hommes, c'est précisément faire valoir la puissance d'invention subjective, sa multiplicité singulière, sa capacité à produire, à partir des différences, du commun. » (A. Negri, 2010, p. 291)

F. Gollain (2010) propose une interprétation contrastée de ces deux positions analytiques. Negri et Moulier Boutang adopteraient une posture supposant une *adaptation alternative* aux transformations « cognitives » du capitalisme, posant d'emblée la subjectivité du travailleur comme porteuse d'une « puissance subjective inventive » capable de faire muer le mode de production en même temps qu'elle participe à le reproduire : « le sujet anti-capitaliste s'autoconstitue d'emblée comme pouvoir alternatif » mais tout en se situant à l'intérieur du mode de production. Gorz nous invite au contraire et plus radicalement à *sortir du capitalisme* : l'avènement d'un « capitalisme cognitif » signifie précisément la crise et la faillite du système, et son incapacité à dépasser cette crise ultime. L'orientation politique radicale de Gorz coïncide avec la formulation d'une utopie post-marchande. Il reste que la catégorie de la « subjectivité » comme celles des processus de subjectivation / objectivation / désobjectivation demandent à être mieux définies et approfondies, en particulier dans le cadre d'une philosophie politique, qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire. Le « nouveau sujet du capitalisme » (Laval, 2011) semble osciller – en permanence et paradoxalement – entre les horizons respectifs de l'aliénation et de l'émancipation. L'agenda de recherche proposé par Gorz suppose aussi un approfondissement du paradoxe de la marchandisation du travail immatériel parce que ce processus pose problème du fait du caractère difficilement mesurable de l'immatériel : « La connaissance, à la différence du travail social général, est impossible à traduire et à mesurer en unités abstraites simples. Elle n'est pas réductible à une quantité de travail abstrait dont elle serait l'équivalent, le résultat ou le produit. Elle recouvre et désigne une grande diversité de capacités *hétérogènes*, c'est-à-dire *sans commune mesure*. » (Gorz, 2003, p. 33-34).

Conclusion : de la critique des TIC aux perspectives de l'agir politique

Au prisme des réflexions précédentes, quelles résonances ce couple conceptuel – opposant d'une part, une posture d'adaptation « alternative » aux transformations du mode de production, et d'autre part, la posture radicale utopique d'une « sortie du capitalisme » – peut-il avoir quant à la refondation d'une critique politique des technologies de l'information et de la communication (TIC) que nous pourrions formuler aujourd'hui? Comment la critique politique des TIC peut-elle nous aider non seulement à penser la mutation du mode de production mais aussi à imaginer plus radicalement une sortie du capitalisme à travers l'élaboration de formes nouvelles de l'agir politique?

Nous suggérons de prendre comme point de départ l'analyse des pratiques des développeurs du logiciel libre (pour un travail ethnographique plus approfondi, voir : Proulx et al., 2008). Cette porte d'entrée est empruntée par certains des penseurs

que nous avons cités au fil de ce chapitre. Ils nous invitent à réfléchir sur le rôle des collectifs du logiciel libre. D'un côté, les tenants de la thèse du capitalisme cognitif mettent de l'avant l'idée que ce mouvement des communautés du libre constituerait de nouveaux espaces de création et de coopération en réseau s'instituant comme alternative au marché et à l'État. On reste ici, toutefois, relativement prisonniers d'une posture d'adaptation aux changements apportés par les industries numériques. André Gorz décrit, quant à lui, ces communautés du libre comme des groupes de « dissidents du numérique ». Il inscrit cette dissidence dans le fil d'une démarche révolutionnaire orientée vers l'abolition des rapports sociaux marchands, voire même l'abolition de la catégorie « marchandise ». Ces communautés constitueraient une avant-garde prospective expérimentant au présent la vie future d'un monde débarrassé du capitalisme et de l'univers marchand. Nous serions ici devant l'horizon de l'utopie post-marchande, d'une *rupture catégorielle* invitant à sortir du capitalisme.

Comment passer d'une critique des technologies – qui était le point de départ de mes réflexions – vers une explicitation de perspectives politiques pensées au prisme des TIC? (Voir : Goldenberg & Proulx, 2011). Que sont aujourd'hui les principales formes de l'agir politique qui cherchent à se définir au regard d'un usage et d'une appropriation des technologies de l'information et de la communication? La première forme d'agir concerne les actions visant à favoriser l'accessibilité et l'appropriation sociale et personnelle des technologies. Au Québec, un groupe communautaire tel *Communautique* est emblématique de ce genre d'approche auprès des milieux populaires (Proulx et al., 2008). Une deuxième forme d'agir politique coïncide avec les pratiques de détournement symbolique des récits, des images, des discours associés aux technologies. On pourrait parler ici d'une *subversion douce* : pensons par exemple au groupe canadien *Adbusters* qui travaille en ce sens. Pour prolonger mon interprétation précédente, nous serions, avec ce second type d'orientation des actions, dans une forme d'accompagnement (adaptation) des transformations du capitalisme contemporain. Les pratiques de détournement symbolique se trouveraient ainsi en résonance avec une lecture des mutations en termes de capitalisme cognitif. Finalement, la troisième forme d'agir politique se trouverait du côté des actions des « dissidents du numérique ». Dans le prolongement des analyses de Gorz, ces actions numériques dissidentes (logiciel libre, *WikiLeaks*, *Anonymous*) seraient intéressantes à suivre du fait de leur connexion avec l'utopie post-marchande et, ultimement, avec l'appel à une sortie du capitalisme. Or, cette dernière forme d'agir politique appelle un nouveau programme de recherche : les acteurs du logiciel libre ne seraient-ils pas eux-mêmes rien d'autre que des experts? Ils mobilisent et maîtrisent en effet un corpus important de savoirs experts en TIC et en informatique pour parvenir à la réalisation de leurs projets. Le capitalisme contemporain opérerait ici selon une habile ruse, faisant apparaître les acteurs du libre pour l'avant-garde d'une sortie du capitalisme alors que ces acteurs seraient eux-mêmes « dominants » dans la mesure où leur savoir leur donnerait une position de pouvoir dans le monde des réseaux et de l'Internet.

Bibliographie

- Aigrain, Philippe (2005), *Cause Commune. L'information entre bien commun et propriété*, Paris, Fayard.
- Boltanski, Luc et Éve Chiapello (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

- Breton, Philippe et Serge Proulx (2012), *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Quatrième édition, Paris, La Découverte.
- Castells, Manuel (1998), *La société en réseaux*, Paris, Fayard (éd. anglaise : 1996).
- Gollain, Françoise (2010), « L'apport d'André Gorz au débat sur le capitalisme cognitif », *Revue du Mauss*, 35, p. 541-558.
- Goldenberg, A. et S. Proulx (2011), « L'agir politique au regard des technologies de l'information et de la communication », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, 14 (1), p. 99-120.
- Gorz, André (1997), *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée.
- Gorz, André (2003), *L'immatériel*, Paris, Galilée.
- Gorz, André (2004), *Connaissance, valeur et capital*, version refondue et augmentée de *L'immatériel*, n'existant qu'en langue allemande.
- Gorz, André (2007), « Misère du présent, richesse du possible », Entretien avec Carlo Vercellone, Patrick Dieuaide & Pierre Peronnet : http://multitudes.samizdat.net/spip.php?page=imprimer&id_article=379 (consulté le 10 février 2008).
- Laval, Christian (2011), « Le nouveau sujet du capitalisme », *Revue du Mauss*, 38, p. 413-427.
- Machlup, Fritz (1962), *The Production and Distribution of Knowledge in the United States*, Princeton (NJ), Princeton University Press.
- Marx, Karl (1980), *Manuscrits de 1857-1858 (Grundrisse)*, 2 tomes, Paris, Éditions Sociales.
- Moulier Boutang, Yann (2003), « *L'immatériel* d'André Gorz », Notes de lecture pour Ecorev : <http://multitudes.samizdat.net/L-immateriel-d-Andre-Gorz> (consulté le 10 février 2008).
- Moulier Boutang, Yann (2007), *Le Capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Negri, Antonio (1996), *Marx au-delà de Marx*, Paris, L'Harmattan (éd. originale italienne 1979).
- Negri, Antonio (2010), *Inventer le commun des hommes*, Paris, Fayard.
- Nora, Simon et Alain Minc (1978), *L'informatisation de la société*, Paris, Seuil.
- Paulré, Bernard (2009), « Introduction au capitalisme cognitif » : <http://seminaire.samizdat.net/spip.php?mot42> (consulté le 21 mai 2012).
- Petit, V. (2008), « L'organisation, charnier de chiffres », *MEI (Médiation et Information)*, 28, *La communication nombre*, L'Harmattan, Paris, p. 119-128.
- Porat, Marc (1977), *The Information Economy: Definition and Measurement*, Washington DC, Ministère du Commerce, Bureau des télécommunications.
- Proulx, Serge, dir. (1984), *L'informatisation : mutation technique, changement de société ?*, *Sociologie et sociétés*, XVI (1), Montréal.
- Proulx, S., S. Couture et J. Rueff, dir. (2008), *L'action communautaire québécoise à l'ère numérique*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, S., L. Heaton, M.J. Kwok Choon, M. Millette (2011), « Paradoxical empowerment of producers in the context of informational capitalism », *New Review of Hypermedia and Multimedia*, 17 (1), p. 9-29.
- Proulx, Serge (2012) « Les réseaux sociaux numériques : questions, enjeux, paradoxes » Dans : E. Delcroix, S. Proulx, J. Denouël, *Les réseaux sociaux sont-ils nos amis?*, Paris, Le Muscadier.